



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel 2021 en faveur de la République du Bénin

Document d'action « Promouvoir l'énergie durable au Bénin à travers des solutions solaires et de cuisson propre, énergétiquement efficaces et écologiquement responsables »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23, paragraphe 2, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1. SYNTHÈSE

1.1. Tableau récapitulatif de l'Action

1.Intitulé CRIS/OPSY Acte de base	Promouvoir l'énergie durable au Bénin à travers des solutions solaires et de cuisson propre, énergétiquement efficaces et écologiquement responsables Numéro CRIS: NDICI/AFRICA/2021/043-352 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui L'Action est proposée dans le cadre de l'Initiative Équipe Europe (IEE) Bénin « Investir dans l'énergie verte »
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Bénin
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027 pour le Bénin
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	L'action est en ligne avec l'objectif spécifique n° 3 du domaine prioritaire 2 du PIP: Améliorer l'accès à une énergie efficace, durable, moderne et abordable pour la population et l'économie du Bénin et ses résultats attendus. Elle contribue aux résultats : R1: La part d'énergies renouvelables dans le mix électrique du pays est augmentée. R3: L'usage traditionnel de biomasse-énergie (bois de feu, charbon de bois et déchets végétaux) est diminué. R5: Le cadre institutionnel est renforcé et permet un fonctionnement optimal des principaux acteurs du secteur de l'énergie.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	

6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 2 « Croissance économique verte » du PIP Bénin 2021-2027 et code CAD 230 - Énergie durable et efficace			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal : 7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable)</p> <p>Autres ODD importants :</p> <p>1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde</p> <p>3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge</p> <p>4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie</p> <p>5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</p> <p>8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</p> <p>9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</p> <p>13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions</p>			
8 a) Code (s) CAD	CAD 230 - Énergie durable et efficace - 100%			
8 b) Principal canal de distribution	Gouvernement tiers (coopération déléguée) - 13000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé : 5 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 4 000 000 EUR</p> <p>Cette action est financée en cofinancement conjoint avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) au travers du programme multi-bailleurs 'Energising Development' (EnDev) au Bénin, pour un montant indicatif de 1 000 000 EUR.</p> <p>L'action conjointe est mise en œuvre en synergie avec des activités financées par des fonds additionnels du programme EnDev.</p> <p>L'action s'appuie sur la coopération entre l'UE et ses États membres dans le secteur de l'énergie en lien avec l'Initiative Équipe Europe (IEE) "Investir dans l'énergie verte" au Bénin. Cette IEE repose notamment sur les activités menées par certains Etats membres, telles que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production d'énergie renouvelable sur réseau, et extension et modernisation du réseau de distribution (contribution FR d'environ 165 000 000 EUR); - Production d'énergie renouvelable à partir de ressources hydroélectriques et électrification hors-réseau (à part EnDev, contribution de l'Allemagne (DE) d'environ 47 000 000 EUR); - Valorisation des déchets de la biomasse, tant agricoles que forestiers, dans des bio digesteurs (à part EnDev, contribution des Pays-Bas (NL) pour la mise en œuvre d'un projet de construction de bio digesteurs, montant à confirmer). <p>Extension et modernisation du réseau de distribution et électrification hors réseau / photovoltaïque (PV) solaire (contribution de la Banque européenne d'investissement (BEI) d'environ 38 000 000 EUR).</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				

13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
--	--

1.2. Résumé de l'Action

Le secteur de l'énergie dans lequel l'UE joue un rôle de premier plan est considéré comme un des principaux leviers de croissance du pays. Le Gouvernement béninois a fait le choix d'associer les acteurs privés en mettant en place un cadre favorable pour renforcer les capacités énergétiques du pays et promouvoir l'investissement dans les énergies renouvelables.

L'action participera à cette dynamique en contribuant à l'augmentation du taux d'accès à l'énergie propre, à travers des solutions solaires et de foyers de cuisson améliorés, en particulier dans les zones rurales et en soutenant le secteur privé. D'une part, elle vise l'amélioration de l'accès à l'électricité des ménages et les usages productifs et sociaux à travers des initiatives hors réseaux dans des zones rurales, ainsi que des zones urbaines, tout en visant de manière prioritaire les populations vivant dans les situations les plus vulnérables et le Nord du pays. D'autre part, elle mettra en place la première initiative de gestion de déchets électroniques provenant des systèmes d'énergie solaire au Bénin dans une dynamique d'économie circulaire. Elle contribuera aussi à la professionnalisation des acteurs du marché des foyers améliorés et à l'amélioration de l'accès des ménages et des usages productifs et sociaux aux foyers de cuisson modernes et plus efficaces, notamment dans les zones rurales. Elle contribuera également au renforcement du cadre institutionnel et encouragera les réformes dans le secteur.

Cette action contribue aux priorités stratégiques de l'UE et du gouvernement telles que définies dans le Programme Indicatif pluriannuel (PIP) élaboré par la Délégation de l'UE en collaboration avec les États membres et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour la période 2021-2027. L'action proposée couvre les priorités stratégiques liées à la croissance économique verte en poursuivant trois objectifs majeurs de l'UE : la promotion des énergies renouvelables, la lutte contre le changement climatique, ainsi que l'appui au secteur privé. Cette action contribuera à la réalisation de l'objectif du PIP Bénin 2021-2027 « *Améliorer l'accès à une énergie efficace, durable, moderne et abordable pour la population et l'économie du Bénin* » et ses résultats attendus.

L'action s'aligne parfaitement sur l'Agenda 2030 et le Consensus européen pour le développement en contribuant aux dimensions « Personnes », « Prospérité », « Planète » et « Partenariats ». Elle contribue à la réalisation des ODD 7 (garantir l'accès à l'énergie à tous) et 13 (lutter contre le changement climatique). Elle intègre également la réduction de la pauvreté (ODD 1), la création d'emplois (ODD 8), l'égalité des sexes (ODD 5), la garantie d'une bonne santé à tous (ODD 3), l'accès de tous à l'éducation (ODD 4) et la promotion de l'innovation (ODD 9). En ligne avec le Pacte Vert et la stratégie globale proposée avec l'Afrique¹, cette action est basée sur la vision d'un partenariat UE-Afrique pour une transition verte et l'accès à l'énergie. Elle contribuera aux efforts du pays de réduire globalement les émissions cumulées de gaz à effet de serre d'environ 49,49 Mt E CO₂ par rapport au scénario de maintien du statu quo sur la période de 2021 à 2030 en ligne avec sa Première Contribution Déterminée au niveau national au titre de l'Accord de Paris sur le climat. Elle contribuera aux engagements du Plan d'action sur l'égalité des sexes - GAP III 2021 -2025, spécifiquement à l'objectif thématique « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ».

L'action proposée est au cœur de l'IEE « investir dans l'énergie durable » au Bénin qui porte, entre autres, sur le renforcement de l'accès aux énergies renouvelables, l'électrification rurale du Nord du pays, la promotion de centres de formation et de recherche appliquée, la mise en œuvre de projets pilotes qui introduisent les concepts de l'économie circulaire dans le secteur de l'énergie, y compris la gestion des déchets des systèmes solaires photovoltaïques et l'utilisation de combustibles alternatifs propres. Elle est en phase avec l'approche « Team Europe », car elle vise à renforcer le programme multi-bailleurs 'Energising Development' (EnDev).

L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans ce plan d'action annuel sera complété par d'autres contributions des partenaires de l'Équipe Europe. Il est sujet à la confirmation formelle de la contribution significative de chacun des partenaires aussi tôt que possible. Dans le cas où les Initiatives Équipe Europe et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut continuer en dehors du cadre des Initiatives.

¹ Communication conjointe : Vers une stratégie globale avec l'Afrique - <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020JC0004&from=FR>

Des synergies seront explorées avec l'action « Appui à la gestion de la réserve de biosphère du delta du Mono et au développement de l'aire marine protégée de la bouche du Roy » afin d'assurer l'utilisation efficace de la biomasse comme combustible.

Enfin, elle est complémentaire à l'appui budgétaire sectoriel dans le secteur de l'énergie prévu en 2022, y compris aux mesures d'accompagnement telles qu'une assistance technique dédiée, qui viseront la mise en œuvre des politiques et réformes dans le secteur de l'énergie et la mise en cohérence des différents acteurs. De plus, l'intervention de l'UE continuera à mobiliser des investissements supplémentaires à travers ses instruments de mixage de fonds et de garanties pour le développement des infrastructures énergétiquement efficaces dans la production, la distribution ou la transmission.

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

L'UE et ses EM sont acteurs de référence du fait de leurs ambitions et expertise en énergies renouvelables. Plusieurs États membres et leurs agences nationales de développement sont actifs dans ce secteur (FR, DE, NL), ainsi que la BEI, permettant aux partenaires européens de se positionner davantage comme référents dans ce secteur vis-à-vis d'autres partenaires techniques et financiers non européens (en particulier, la Banque mondiale et les États-Unis), dont certains continuent à soutenir également des investissements en énergies fossiles (en particulier, la Banque islamique de développement, la Banque ouest-africaine de développement, la Banque africaine de développement (BAD) et la Chine).

Cette action ne nécessite qu'une contribution minimale de l'UE car la mise en œuvre du programme EnDev au Bénin bénéficie également de fonds à la hauteur de 6 100 000 EUR du financement de base du programme global EnDev, grâce aux contributions de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suisse. L'action aura donc un effet de levier majeur, renforçant davantage notre position en consolidant un important programme d'accès à l'énergie propre au bénéfice des béninois vivant dans les situations les plus vulnérables (EnDev sous la gestion de la GIZ au Bénin), en innovant avec le premier projet d'économie circulaire dans le domaine de l'énergie verte et de la gestion de déchets et en promouvant des réformes d'envergure pour favoriser les investissements du secteur privé dans le sous-secteur de la gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires et des foyers améliorés pour la cuisson propre. L'action est mise en œuvre en synergie avec les autres activités financées par ces fonds additionnels.

Cette mise en œuvre implique la poursuite et la mise à l'échelle du programme 'Energising Development' (EnDev) au Bénin. EnDev est un partenariat multi-bailleurs actuellement financé par l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse. L'UE soutient le programme à travers ses Délégations en Éthiopie, au Rwanda et au Mozambique. Les phases précédentes du programme EnDev au Bénin ont permis de soutenir depuis 2009 la fourniture de l'accès à l'énergie pour les ménages, les institutions sociales et les micro-, petites- et moyennes entreprises grâce aux énergies renouvelables, notamment dans les zones rurales, avec un budget total d'environ 20 000 000 EUR. EnDev Bénin suit une approche de développement de marché et se concentre actuellement sur les marchés de l'énergie solaire hors réseau et des foyers améliorés, en impliquant le secteur privé. Jusqu'à présent, EnDev a fourni au Bénin l'accès à l'électricité pour 78 148 ménages, l'accès à la cuisson propre pour 688 832 ménages, l'accès à l'électricité pour 194 institutions sociales et l'accès à l'électricité pour 149 entités d'usage productif.² Ces dernières années, l'accent a été mis sur la participation du secteur privé pour assurer la durabilité du marché.

En tant que programme phare en matière d'énergie renouvelable au Bénin, l'action donnera à l'UE une place prépondérante vis-à-vis des autres acteurs du secteur tout en permettant de valoriser les acquis d'EnDev à travers des actions futures. Ainsi l'action préparera le terrain pour un appui budgétaire sectoriel en 2022 et des mesures d'accompagnement telles qu'une assistance technique dédiée qui viseront la mise en œuvre des politiques et réformes dans le secteur de l'énergie et la mise en cohérence des différents acteurs. De plus, l'intervention de l'UE continuera à mobiliser des investissements supplémentaires à travers ses instruments de mixage de fonds et de garanties pour le développement d'infrastructures énergétiquement efficaces dans la production, la distribution ou la transmission.

Le secteur de l'énergie est une composante fondamentale du Plan d'Action Gouvernemental (PAG) du Bénin dans le but de relancer le développement économique et social de manière durable. Les objectifs dans ce secteur bénéficient d'une grande visibilité auprès de la population et sont très ambitieux car ils visent l'autonomie énergétique et un taux d'accès à l'électricité de 100% à l'horizon 2030. Le PAG s'est engagé activement sur 4 axes du secteur de l'énergie

² Nombre des personnes ou entités qui ont un accès aujourd'hui. Le système de suivi et évaluation d'EnDev considère toujours la durée de vie des équipements et le taux de remplacement.

à savoir : i) la diversification de l'approvisionnement en électricité; ii) la promotion des énergies renouvelables visant l'efficacité des ressources; iii) la réforme en profondeur des principaux opérateurs et iv) l'amélioration de l'efficacité énergétique nécessaire pour promouvoir une économie circulaire. La nouvelle loi N° 2020-05 portant Code de l'électricité en République du Bénin donne une place importante à la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables. Cette action s'aligne ainsi sur les efforts du gouvernement qui, reconnaissant le potentiel de l'énergie renouvelable, est déterminé à augmenter la part de celle-ci jusqu'à 25% du total en 2025 et à promouvoir le dynamisme du secteur privé à cette fin. L'action non seulement rencontre une forte adhésion des parties prenantes, mais elle permettra aussi d'atteindre la première Contribution Déterminée au niveau National du Bénin au titre de l'Accord de Paris sur le climat. L'action s'alignera avec le Plan Directeur d'Électrification Hors Réseau (PDEHR) du pays ainsi qu'avec la Stratégie Nationale d'Électrification et le Plan National d'Électrification, actuellement en cours de finalisation.

2.2. Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Selon les projections pour les 25 prochaines années, le Bénin devra faire face à une augmentation de la température de +1.3 à +2.3°C avec un allongement des périodes sèches de + 8 à 26 jours et des pluies fortes qui augmentent en fréquence et intensité. Ces phénomènes climatiques ont un impact dévastateur sur l'agriculture, les écosystèmes et les conditions de vie de la population en général. Ces conditions de vie sont encore aggravées par le faible accès à l'énergie: seuls 41,5% des Béninois, dont 18,3% en milieu rural, ont accès à l'électricité. Cet accès à l'électricité difficile est un frein important au développement des investissements – tant publics que privés – qui sont pourtant indispensables dans des secteurs clés de l'économie béninoise, tel que l'agriculture (33 % du Produit intérieur brut (PIB)).

La situation énergétique du Bénin est caractérisée par une prédominance des usages traditionnels de biomasse-énergie (bois de feu, charbon de bois et déchets végétaux) et une surexploitation des ressources forestières naturelles pour l'approvisionnement en bois-énergie, en plus de celle causée par les pratiques agricoles. De 2001 à 2020, le Bénin a perdu 40,6kha de couverture arborée, ce qui équivaut à une diminution de 24% depuis 2000. Par ailleurs, les effets sur la santé sont parmi les conséquences les plus néfastes du défi de l'accès à l'énergie. Au Bénin, plus de 14.000 décès par an sont attribués à la pollution domestique de l'air générée par le manque d'énergie propre et moderne pour la cuisson seulement (données de 2016). Les femmes et les enfants supportent la plus grande part du risque sanitaire et des charges de travail liées à la dépendance aux systèmes énergétiques polluants et inefficaces, notamment en termes de collecte du combustible.

Actuellement, le Bénin est toujours dominé par l'utilisation d'équipements traditionnels de cuisson peu performants. Le taux d'accès aux foyers améliorés n'est en moyenne que de 18% et le taux d'accès aux technologies modernes de cuisson est d'environ 8% pour les zones urbaines et 5% pour les zones rurales. Il existe donc un grand potentiel d'expansion du marché des foyers améliorés ; cependant, la capacité de production actuelle et l'extension du réseau de distribution sont loin de pouvoir servir ce potentiel, principalement en raison du manque de professionnalisation des acteurs, des coopératives et des microentreprises.

Ces dernières années, le gouvernement du Bénin, EnDev et d'autres institutions ont encouragé la distribution et l'installation de centaines de milliers de kits et de systèmes photovoltaïques dans tout le pays. La durée de vie de certains équipements arrivera bientôt à son terme et cela générera un sérieux problème de déchets avec un impact négatif significatif sur l'environnement, si des mesures de gestion appropriées ne sont pas mises en place.

Pour répondre à ces défis, l'action visera à : (i) stimuler un pipeline de projets d'investissement permettant l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne et à des services énergétiques de qualité par des solutions solaires et par des foyers améliorés pour la cuisson propre ; (ii) renforcer les capacités et accompagner les réformes dans les domaines de la cuisson propre et la gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les principales parties prenantes de l'action (titulaires d'obligations) sont le Ministère de l'Énergie (ME), à travers sa Direction Générale des Ressources Énergétiques (DGRE), l'Agence Béninoise de l'Électrification Rurale et de Maîtrise de l'Énergie (ABERME), l'Autorité de Régulation de l'Électricité (ARE) et les petites et moyennes entreprises (PME) (secteur privé) actives sur le marché de l'énergie solaire et des foyers améliorés qui, selon leurs compétences dans la gestion et le fonctionnement du secteur de l'énergie interviendront dans la mise en œuvre de

l'action, comme détaillé davantage dans la section 4.6. Des échanges seront aussi assurés avec des autres structures gouvernementales, tels que la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC) du Ministère du Cadre de Vie et Développement Durable et le Ministère de la Santé en ce qui concerne les aspects liés à approvisionnement durable et efficace des populations en bois-énergie et la production et distribution des foyers améliorés.

Les autorités locales et la société civile, notamment des organisations non-gouvernementales (ONG) et des associations actives dans le secteur de l'énergie au Bénin, ont été consultées afin d'alimenter l'élaboration du PIP et la définition de cette action. Parmi les ONG et associations consultées on peut mentionner : Bénin Énergie, Bénin éco tourisme, Eclosio, Nature tropicale, Unions des Producteurs du Bénin (FUPRO), Initiatives pour un Développement Intégré et Durable (IDID), Benin Environment & Education Society (BEES), Action Bénin Solidarité (ABS) (pour Électriciens sans frontières) et l'Association interprofessionnelle des spécialistes des énergies renouvelables (AISER). Toutes ces parties prenantes seront également associées à la mise en œuvre de l'action, en fonction des possibilités et des besoins et toujours en respectant l'approche de développement du marché. Une attention particulière sera accordée à l'implication des associations de femmes dans la production et la distribution des foyers améliorés et dans tous les prises de décision dans les 3 composantes.

Les bénéficiaires finaux (titulaires de droits) sont la population béninoise des zones rurales et les couches vulnérables des zones urbaines ciblées, notamment dans la moitié Nord du pays pour la composante visant l'électrification et la population béninoise dans son ensemble en ce qui concerne la distribution des foyers améliorés et la mise en place d'un mécanisme de gestion des déchets électroniques.

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer à la réalisation de l'accès universel à l'énergie au Bénin en lançant et en développant des marchés énergétiques hors-réseau inclusifs et durables et à la sauvegarde des ressources forestières naturelles du pays en fournissant des moyens de cuisson propre.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont :

1. Améliorer l'accès à l'électricité fiable, durable, abordable et moderne, tout en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes.
2. Améliorer l'accès aux foyers de cuisson modernes et plus efficaces, tout en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants:

Contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) :

- 1.1 Les investissements du secteur privé dans l'énergie solaire hors-réseaux sont augmentés.
- 1.2 Les mécanismes d'assurance qualité pour les produits solaires et les entreprises qui les commercialisent sont renforcés.
- 1.3 La gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires est améliorée.
- 1.4 Le cadre institutionnel est renforcé et facilite un bon fonctionnement des acteurs qui agissent sur le marché du solaire hors réseau.

Contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) :

- 2.1 La capacité de production et le réseau de distribution des acteurs du marché des foyers améliorés, notamment des acteurs féminins, sont renforcés.
- 2.2 L'implication du secteur privé dans la production et distribution des foyers améliorés est augmentée.
- 2.3 Les activités de recherche et d'innovation sur les foyers améliorés et efficace et les technologies de cuisson modernes, ainsi que les combustibles alternatifs, sont renforcées.
- 2.4 L'application des normes nationales pour les foyers de cuisson est renforcée.

3.2. Activités indicatives

Objectif spécifique 1 : Améliorer l'accès à l'électricité fiable, durable, abordable et moderne, tout en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes

Activités liées au produit 1.1:

- Mise en œuvre d'une initiative de financement basé sur les résultats visant à encourager la participation du secteur privé à l'électrification « last mile ». Une attention particulière sera accordée aux zones rurales et aux personnes vivant en situation vulnérable.
- Développement de campagnes promotionnelles pour stimuler la demande dans les zones ciblées en collaboration avec le secteur privé et le gouvernement, avec une attention particulière aux mesures préventives Covid-19 et à une approche sensible au genre.
- Les capacités entrepreneuriales des entreprises solaires privées seront consolidées pour conquérir les niches du marché rural, avec une attention particulière pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin et des femmes à des postes plus élevés et conformément aux principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Activités liées au produit 1.2 :

- Organisation d'une campagne de certification de qualité des entreprises solaires qui sera promue en coopération avec le gouvernement.

Activités liées au produit 1.3 :

- Définition d'une première version du plan d'action national pour la gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires hors réseau. Une attention particulière sera accordée aux aspects environnementaux, sociaux et liés aux droits de l'homme et à la dimension genre.
- Mise en œuvre de plusieurs interventions pilotes pour tester les aspects clés du plan, pour le réviser et l'améliorer en vue de son approbation finale.

Activités liées au produit 1.4:

- Activités de renforcement et de transfert des capacités aux acteurs publics pour faciliter la définition et la mise en œuvre d'actions pour assurer un appui à long terme et durable au marché solaire.

Objectif spécifique 2 : Améliorer l'accès aux foyers de cuisson modernes et plus efficaces, tout en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes

Activités liées aux produits 2.1 et 2.2³ :

- Renforcement des coopératives dans la production de foyers améliorés plus efficaces, avec une attention particulière aux coopératives dirigées par femmes, et l'extension des réseaux de distribution vers de nouvelles zones, principalement dans les zones rurales, en encourageant la participation du secteur privé et en intégrant les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.
- Mise en œuvre d'une initiative de financement basé sur les résultats pour encourager la participation du secteur privé à la production et la distribution de foyers plus efficaces pour la cuisson propre.
- Renforcement des capacités des coopératives sélectionnées afin de faciliter le passage d'un stade de production artisanal à un stade semi-industriel pour atteindre une plus grande productivité. Une attention particulière sera accordée au rôle des femmes dans ces processus de production et distribution des foyers améliorés.

Activités liées aux produits 2.3 et 2.4 :

- Création et opérationnalisation d'un centre d'innovation et de formation sur la cuisson propre et la professionnalisation du marché des foyers améliorés. Le centre aura le rôle d'accélérer le transfert d'expériences internationales et de devenir un acteur clé sur le marché de la cuisson propre. Le centre fournira une formation continue aux acteurs impliqués dans la production et la commercialisation des foyers.

3.3. Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES)

Le criblage EES a conclu qu'aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

³ Les activités ci-dessous contribuent à l'ensemble des produits mentionnés.

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

L'action assurera l'intégration systématique des considérations relatives à l'environnement et au climat. Les investissements soutenus dans le cadre de cette action, en plus de fournir un accès à l'énergie, aideront à lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Plus précisément, l'action réduira la dépendance aux sources traditionnelles d'énergie basées sur le bois-énergie et le charbon et favorisera l'utilisation de l'énergie solaire et des solutions de cuisson propre, contribuant ainsi aux objectifs d'atténuation du changement climatique et permettant de lutter contre la déforestation et la pollution de l'air intérieur dans les ménages. En ligne avec les priorités du Programme d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Bénin (2008), l'adaptation des ménages aux changements climatiques par la promotion des énergies renouvelables et des foyers économiques performants et autocuisers face à la pénurie du bois-énergie, notamment en ce qui concerne les départements du Nord, sera également ciblée.

La composante axée sur la gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires aura un rôle clé en ce qui concerne l'impact environnemental de l'action en tant que telle, ainsi que pour l'amélioration de la gestion des déchets électroniques au Bénin dans son ensemble, ce qui contribuera à l'acceptation générale de la technologie solaire photovoltaïque.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1⁴. Cela implique qu'une attention particulière sera accordée à la dimension genre de l'action en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté par les interventions. Les principales constatations des profils genre du secteur de l'énergie, réalisées par le Ministère de l'énergie du Bénin en 2020 et par la BAD en 2021 sont que la participation des femmes à la prise de décision en ce qui concerne (i) l'abonnement, (ii) l'achat des équipements électroménagers, (iii) le choix et le paiement de l'énergie de cuisson reste un défi. Les femmes ont aussi plus difficilement accès que les hommes aux formations liées au secteur de l'énergie et aux financements pour développer aisément des activités économiques. Ceci se traduit par une primauté des hommes dans l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat dans le secteur. L'action encouragera donc l'entrepreneuriat féminin, la participation des femmes dans les prises de décisions, la participation des femmes dans le déploiement de kits solaires et de systèmes solaires autonomes, ainsi que l'implication des associations de femmes dans la production et la distribution des foyers améliorés. Elle vise aussi à sensibiliser les communautés locales au rôle des femmes dans la gestion de la consommation d'énergie dans les ménages.

Droits de l'homme

Les investissements envisagés dans l'énergie solaire hors réseau, en fournissant de l'énergie pour une utilisation productive, aideront également à aborder des questions liées à des préoccupations plus larges, par exemple la stabilité, l'insécurité alimentaire et la sous-nutrition (en améliorant les pratiques agricoles et les agro-industries) mais aussi l'éducation (éclairage des écoles et foyers améliorés pour cantines scolaires), la santé (électrification et accès à la cuisson propre des infrastructures sociales) ou la réduction de la pollution de l'air intérieur dans les ménages. Grâce à l'approche « ne laisser personne de côté », l'action ciblera les couches vulnérables de la population, les communautés pauvres et marginalisées en vue d'améliorer leurs accès à l'électricité et la cuisson propre.

À la suite de l'adoption en 2014 de la boîte à outils (Toolbox) pour « Une approche de la coopération au développement de l'UE fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'homme » et de l'adoption ultérieure en 2014 des Conclusions du Conseil afférentes, la Commission européenne s'est engagée à évoluer vers une approche fondée sur les droits de l'homme englobant l'ensemble de ceux-ci - qu'ils soient civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels - dans toute la coopération extérieure. Toutes les opérations soutenues dans le cadre de cette action suivront donc une approche fondée sur les droits de l'homme.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que, de manière transversale, l'action veillera au cours de la mise en œuvre à ce qu'aucune des activités ne perpétue pas ou n'exacerbe pas la discrimination/exclusion des personnes handicapées, en ligne avec l'approche « ne pas nuire ». De plus, une analyse des besoins des personnes handicapées sera lancée au démarrage de l'action.

⁴ Objectif principal / objectif significatif / non ciblé

Démocratie

En intégrant l'ensemble des parties prenantes tout au long de la mise en œuvre de l'action à travers des consultations, l'action vise à encourager une approche participative donnant à chacun l'opportunité d'exposer ses opinions. Une attention particulière sera accordée à l'implication de la société civile, notamment des associations de femmes actives dans le secteur de l'énergie et en particulier, dans la production et la distribution des foyers améliorés.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Notamment dans la moitié Nord du pays, les investissements et les autres activités à soutenir seront sensibles aux potentiels conflits, en veillant à ce que les griefs et les inégalités entre les groupes ne soient pas accrus. D'une manière indirecte, cela assurera également que les communautés pauvres et marginalisées ne soient pas déplacées de terres essentielles à leur subsistance.

Réduction des risques de catastrophes

En outre, l'action contribuera également à l'atténuation des causes profondes de la migration en offrant des possibilités de croissance économique et d'emploi et renforcera la résilience des communautés ciblées contre les chocs et les catastrophes en aidant à diversifier les sources d'énergie dans les communautés données, le revenu de la population bénéficiaire, ainsi qu'en réduisant les impacts environnementaux et en améliorant la sécurité alimentaire et la nutrition.

Autres considérations, le cas échéant

Sans objet.

3.4. Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
2 - planification, processus et systèmes	Risque 1: Faible intérêt du secteur privé vis-à-vis des opportunités d'investissement dans le secteur de l'énergie solaire hors réseau et des foyers améliorés, notamment quand il s'agit des zones plus reculées, en raison de la difficulté d'accès et de des coûts opérationnels élevés	Faible	Haute	La réponse du secteur privé aux phases précédentes du programme EnDev confirme la volonté et la détermination du secteur privé à présenter un nombre suffisant de propositions de projets de qualité. En outre, la familiarisation du secteur privé avec l'action par le biais de consultations et de campagnes se traduira par une augmentation du nombre et une amélioration de la qualité des projets. Toutefois, il faut noter que seules les entreprises déjà bien établies dans les zones urbaines et périurbaines auront la capacité financière et l'infrastructure nécessaires pour aller dans des zones plus difficiles et risquées et des subventions sont encore nécessaires. L'utilisation d'un appui direct aux entreprises sous forme d'un financement basé sur les résultats contribuera à encourager le développement des capacités entrepreneuriales et les investissements par le secteur privé dans des zones qui n'auraient pas été ciblés autrement. De plus, pour le développement durable du marché de l'énergie solaire hors réseau, une stratégie nationale prévoyant un soutien spécifique aux zones urbaines en tant que tremplin pour développer le marché dans les zones rurales et

				périurbaines serait souhaitable et pourrait faire l'objet d'un soutien spécifique à travers l'appui budgétaire sectoriel en 2022.
2 - planification, processus et systèmes	Risque 2 : Manque d'efficacité du marché traditionnel de foyers améliorés	Faible	Moyenne	La professionnalisation des artisans et des distributeurs est le principal objectif des interventions actuelles pour consolider le marché des foyers améliorés.
2 - planification, processus et systèmes	Risque 3 : Risque de mise en œuvre sans succès des projets sélectionnés	Faible	Moyenne	Des critères de diligence raisonnable seront établis, le cas échéant, avant la sélection des entreprises pour l'appui financier. En offrant un financement basé sur les résultats, il sera garanti que les fonds disponibles ne seront déboursés que lorsque la mise en œuvre des projets atteindra les résultats requis et sera conforme aux priorités et conditions fixées.
2 - planification, processus et systèmes	Risque 4 : Les interventions au titre de l'action ne sont pas durables, y compris du point de vue de la viabilité financière	Faible	Haute	L'implication du secteur privé dans les investissements est en soi un facteur qui augmente la durabilité des activités. L'accent mis sur la fourniture d'un accès à l'énergie pour des usages productifs augmentera encore la viabilité financière des projets. En termes des compétences et leur continuité, le centre d'innovation contribuera à la durabilité du marché des foyers améliorés au Bénin avec sa fonction de formation et innovation continue. Dans ce contexte, l'action encouragera l'utilisation efficace d'une variété de combustibles de substitution (solides et gazeux) et cherchera des synergies avec d'autres initiatives qui visent à garantir l'approvisionnement continu, accessible et efficace des populations aux bois-énergie.
3 - les personnes et l'organisation	Risque 5 : Le niveau d'implication des femmes dans l'action est faible en raison d'approches discriminatoires dans les communautés ciblées ou les technologies proposées ne sont pas utilisées dans la même mesure par les femmes que par les hommes en raison d'un manque de compétences	Moyenne	Moyenne	Les femmes sont souvent victimes de discrimination en matière d'accès et de contrôle des ressources (énergie, finances etc.). Des campagnes de sensibilisation seront développées au niveau communautaire et les hommes seront impliqués dans le processus afin de sensibiliser la communauté. Suite à des enquêtes dont les résultats seront ventilés par sexe, des formations seront également organisées afin d'améliorer les connaissances techniques et financières de la communauté ciblée et de s'assurer que les bénéfices des projets mis en œuvre soient acceptés selon les besoins stratégiques des hommes et des femmes.
2 - planification, processus et systèmes	Risque 6 : Impact environnemental et	Faible	Haute	Des normes élevées sur les conditions environnementales et sociales seront appliquées, conformément à la pratique

	social négatif de l'action			européenne et aux lignes directrices sur « L'intégration de l'environnement et du changement climatique dans la coopération internationale et le développement de l'UE en vue d'un développement durable ». Des critères de diligence raisonnable seront établis, notamment en ce qui concerne les aspects sociaux et environnementaux, y compris la gestion des déchets et le recyclage en toute sécurité des éléments polluants. L'initiative de gestion de déchets électroniques provenant des systèmes d'énergie solaire dans une dynamique d'économie circulaire aura également un rôle clé dans la mitigation de ce risque.
--	----------------------------	--	--	---

Enseignements tirés:

L'expérience acquise dans le cadre du programme EnDev au cours des dernières années a permis de constater qu'en raison des coûts opérationnels nettement plus élevés de la commercialisation des produits solaires dans les zones rurales éloignées par rapport aux zones ayant un accès aux routes principales, des subventions dédiées au développement et à la consolidation du marché sont encore nécessaires pour inciter les entreprises privées à les cibler. Cependant, il faut considérer que seules les entreprises déjà bien établies dans les zones urbaines et périurbaines auront la capacité financière et l'infrastructure nécessaires pour aller dans des zones plus difficiles et risquées. Par conséquent, pour le développement durable du marché de l'énergie solaire hors réseau, les zones rurales reculées doivent faire partie d'une stratégie nationale prévoyant un soutien spécifique aux zones urbaines en tant que tremplin pour développer le marché dans les zones rurales et périurbaines.

L'expérience antérieure a également montré qu'en mettant davantage l'accent sur l'usage productif de l'énergie dans d'autres secteurs, on pourra exploiter pleinement le potentiel de l'énergie en tant que moyen de croissance économique. Des études ont montré également que le soutien fourni aux femmes a un effet multiplicateur sur leurs familles et leurs communautés. Il est également noté que les femmes sont capables d'étendre la distribution des solutions d'accès à l'énergie grâce à leurs réseaux existants et de cibler de nouveaux segments du marché.

Par ailleurs, la coopération internationale soutient depuis des décennies les artisans traditionnels de foyers améliorés, mais le marché n'a pas atteint la durabilité. La fabrication artisanale de foyers n'est pas suffisamment efficace pour réduire les coûts, augmenter la production et mieux commercialiser les produits afin de pouvoir développer les entreprises à un niveau durable. Pour cette raison, la professionnalisation des artisans et des distributeurs est le principal objectif des interventions pour consolider le marché des foyers améliorés. Les conclusions et les enseignements tirés des autres programmes de foyers améliorés, tel Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES) et Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques (GRET) seront également intégrés.

3.5. La logique d'intervention

Si la confiance des développeurs privés de projets pour l'électrification dans les zones les plus reculées est renforcée (résultat 1.1), **si** les mécanismes d'assurance qualité pour les produits solaires et les entreprises qui les commercialisent sont renforcés (résultat 1.2) et **si** le cadre institutionnel est renforcé et facilite un bon fonctionnement optimal des acteurs qui agissent sur le marché du solaire hors réseau (résultat 1.4), **alors** l'accès à l'électricité fiable, durable, abordable et moderne sera amélioré. (SO1).

Si la confiance des développeurs de projets et des investisseurs pour la gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires est renforcée; **alors** la gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires sera améliorée (résultat 1.3).

Si la capacité de production et le réseau de distribution des foyers améliorés sont renforcés (résultat 2.1), ainsi que les activités de recherche et d'innovation sur les foyers améliorés et les technologies de cuisson modernes et efficace (résultat 2.3), **si** l'implication du secteur privé dans la production et distribution des foyers améliorés est augmentée (résultat 2.2) et **si** l'application des normes nationales pour les foyers de cuisson est renforcée (résultat 2.4), **alors** l'accès aux foyers de cuisson modernes et plus efficaces au Bénin sera amélioré (SO2).

3.6. Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (a):	Indicateurs (a):	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à la réalisation de l'accès universel à l'énergie au Bénin en lançant et en développant des marchés énergétiques hors-réseau inclusifs et durables et à la sauvegarde des ressources forestières naturelles du pays en fournissant des moyens de cuisson propre.	1 Taux d'accès à l'énergie durable au Bénin 2 Capacité de production renouvelable installé (MW) avec le soutien de l'action 3 Points de pourcentage d'augmentation Taux d'électrification national, ventilé par milieu urbain et milieu rural 4 Émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées (tonnes CO2) grâce à l'action	1 à déterminer en 2021 2 Référence: 0 en 2021 3 à déterminer en 2021 4 à déterminer en 2021	1 à déterminer en 2024 2 à déterminer en 2024 3 à déterminer en 2024 4 à déterminer en 2024	1 Système Information National sur l'Énergie au Bénin (SINEB) et données statistiques nationales 2 Rapports d'exécution du projet	Non applicable
Effet direct 1	Améliorer l'accès à l'électricité fiable, durable, abordable et moderne, tout en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes	1.1 Nombre des personnes ayant accès à l'électricité avec le soutien de l'action, ventilé par sexe 1.2 Nombre des institutions sociales ayant accès à l'électricité avec le soutien de l'action 1.3 Nombre des entités d'usage productif ayant accès à l'électricité avec le soutien de l'action	1.1 Référence : 0 personnes en 2021 1.2 Référence : 0 institutions sociales en 2021 1.3 Référence : 0 entités d'usage productif en 2021	1.1 à déterminer (2024) 1.2 à déterminer (2024) 1.3 à déterminer (2024)	1.1 Rapports d'exécution du projet 1.2 Rapports d'exécution du projet 1.3 Rapports d'exécution du projet	La situation sécuritaire et sanitaire continue stable permettant l'émergence ou la mise en échelle des projets d'électrification viables
Effet direct 2	Améliorer l'accès aux foyers de cuisson modernes et plus efficaces, tout en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes	2.1 Nombre des personnes ayant accès à la cuisson propre avec le soutien de l'action, ventilé par sexe 2.2 Nombre des institutions sociales ayant accès à la cuisson propre avec le soutien de l'action 2.3 Nombre des entités d'usage productif ayant accès à la cuisson propre avec le soutien de l'action	2.1 Référence : 0 personnes en 2021 2.2 Référence : 0 institutions sociales en 2021 2.3 Référence : 0 entités d'usage productif en 2021	2.1 à déterminer (2024) 2.2 à déterminer (2024) 2.3 à déterminer (2024)	2.1 Rapports d'exécution du projet 2.2 Rapports d'exécution du projet 2.3 Rapports d'exécution du projet	La situation sécuritaire et sanitaire continue stable permettant la production et la distribution des foyers améliorés

Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 Les investissements du secteur privé dans l'énergie solaire hors-réseaux sont augmentés	1.1.1 Nombre des entreprises bénéficiant d'une subvention de financement axé sur les résultats (Result-Based Financing) EnDev (% entreprises dirigés par femmes)	1.1.1 Référence : 0 en 2021	1.1.1 à déterminer (2024)	1.1.1 Rapports d'exécution du projet	
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 Les mécanismes d'assurance qualité pour les produits solaires et les entreprises qui les commercialisent sont renforcés	1.2.1 Nombre des standards qualité pour les produits solaires adoptés ou révisés grâce à l'action 1.2.2 Nombre des standards qualité pour les entreprises qui commercialisent des produits solaires adoptés ou révisés grâce à l'action	1.2.1 Référence : 0 en 2021 1.2.2 Référence : 0 en 2021	1.2.1 à déterminer (2024) 1.2.2 à déterminer (2024)	1.2.1 Rapports d'exécution du projet 1.2.2 Rapports d'exécution du projet	
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 La gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires est améliorée	1.3.1 Plan d'Action validé 1.3.2 Nombre des interventions pilotes mises en œuvre grâce à l'action	1.3.1 Référence : 0 en 2021 1.3.2 Référence : 0 en 2021	1.3.1 1 Plan d'Action validé en 2024 1.3.2 à déterminer (2024)	1.3.1 Rapports d'exécution du projet 1.3.2 Rapports d'exécution du projet	La ressource humaine (compétences techniques et managériales des cadres des institutions, compétentes) est disponible
Produit 4 lié à l'effet direct 1	1.4 Le cadre institutionnel est renforcé et facilite un bon fonctionnement des acteurs qui agissent sur le marché du solaire hors réseau	1.4.1 Nombre des normes relatives au marché du solaire hors réseau appliqués au Bénin grâce à l'action	1.4.1 Référence : 0 en 2021	1.4.1 à déterminer (2024)	1.4.1 Rapports d'exécution du projet	La ressource humaine (compétences techniques et managériales des cadres des institutions, compétentes) est disponible

Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 La capacité de production et le réseau de distribution des acteurs du marché des foyers améliorés, notamment des acteurs féminins, sont renforcés	2.1.1 Nombre de foyers améliorés produits grâce à l'action 2.1.2 Nombre des foyers améliorés distribués grâce à l'action 2.1.3 Nombre des producteurs des foyers améliorés (% des femmes) 2.1.4 Nombre des coopératives pour la production des foyers améliorés (% des coopératives dirigées par femmes)	2.1.1 Référence : 0 en 2021 2.1.2 Référence : 0 en 2021 2.1.3 à déterminer (2021) 2.1.4 à déterminer (2021)	2.1.1 à déterminer (2024) 2.1.2 à déterminer (2024) 2.1.3 à déterminer (2024) 2.1.4 à déterminer (2024)	2.1.1 Rapports d'exécution du projet 2.1.2 Rapports d'exécution du projet 2.1.3 Rapports d'exécution du projet 2.1.4 Rapports d'exécution du projet	La situation sécuritaire et sanitaire continue stable permettant la production et la distribution des foyers améliorés
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 L'implication du secteur privé dans la production et distribution des foyers améliorés est augmentée	2.2.1 Nombre des entreprises privées qui intègrent dans leurs activités la production des foyers améliorés (% des entreprises dirigés par femmes)	2.2.1 à déterminer (2021)	2.2.1 à déterminer (2024)	2.2.1 Rapports d'exécution du projet	La situation sécuritaire et sanitaire continue stable permettant la production et la distribution des foyers améliorés
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3 Les activités de recherche et d'innovation sur les foyers améliorés et efficace et les technologies de cuisson modernes, ainsi que les combustibles alternatifs, sont renforcées	2.3.1 Nombre des projets de recherche lancés par le centre d'innovation 2.3.2 Nombre de produits lancés sur le marché suite à ces recherches	2.3.1 Référence : 0 en 2021 2.3.2 Référence : 0 en 2021	2.3.1 à déterminer (2024) 2.3.2 à déterminer (2024)	2.3.1 Rapports d'exécution du projet 2.3.2 Rapport d'activité du centre d'innovation	
Produit 4 lié à l'effet direct 2	2.4 L'application des normes nationales pour les foyers de cuisson est renforcée	2.4.1 Nombre des normes nationales pour les foyers améliorés appliquées au Bénin grâce à l'action	2.4.1 Référence : 0 en 2021	2.4.1 à déterminer (2024)	2.4.1 Rapports d'exécution du projet	La ressource humaine (compétences techniques et managériales des cadres des institutions, compétentes) est disponible
Produit 5 lié à l'effet direct 2	2.5 La qualité de vie des ménages bénéficiant de foyers de cuisson modernes et plus efficaces est améliorée	2.5.1 Amélioration du score hebdomadaire de diversité alimentaire des ménages bénéficiant des foyers améliorés	2.5.1 à déterminer 2.5.2 à déterminer	2.5.1 à déterminer 2.5.2 à déterminer	2.5.1 Enquêtes 2.5.2 Enquêtes	L'adoption et l'utilisation régulière de

		2.5.2 Réduction de l'exposition individuelle (durée et concentration) aux polluants nocifs/fumées provenant de la cuisson de la biomasse et/ou des lampes à kérosène				foyers améliorés
--	--	--	--	--	--	------------------

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Bénin.

4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.1 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire [uniquement pour l'appui budgétaire]

Non Applicable

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁵.

4.4.1. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la GIZ, qui est le chef de file du programme EnDev au Bénin. Cette mise en œuvre implique la réalisation de toutes les activités de l'action et l'atteinte de tous les objectifs et résultats de l'action.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) il s'agit d'une nouvelle phase de la mise en œuvre et mise en échelle du programme EnDev au Bénin (2021-2024) dont l'instruction a été préparée par la GIZ, en tant que chef de file du programme au Bénin, et à laquelle l'UE fait une contribution financière; ii) la GIZ est installée au Bénin, dispose d'un bureau et d'une équipe dédiés au programme EnDev, de l'expertise technique et de la capacité opérationnelle nécessaire par rapport à la nature de l'action, ainsi que de l'expérience antérieure lors des phases précédentes du programme; iii) parmi les entités techniques et financières internationales présentes dans le secteur de l'énergie au Bénin, la GIZ s'est imposée comme particulièrement active dans les domaines de l'électrification hors réseau à plus petite échelle et de la cuisson propre, ainsi qu'en termes de normes et standards de qualité pour les équipements utilisés dans le secteur; iv) la souplesse des procédures de l'entité pour l'octroi des appuis directs aux entreprises, notamment à travers le financement basé sur les résultats, et la réussite de cette approche sont également des facteurs déterminants pour ce choix ; et v) l'entité dispose d'une stratégie partagée avec l'UE par rapport à la promotion et la mobilisation des acteurs privés dans le secteur de l'énergie au Bénin, notamment dans l'électrification hors-réseau, la cuisson propre et la gestion des déchets électroniques provenant des systèmes d'énergie solaire.

4.4.2. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles

Dans le cas où la gestion indirecte avec un État Membre de l'UE ne serait pas possible en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la possibilité de travailler en gestion directe sous forme de subvention serait considérée.

⁵ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

Subventions: (Gestion directe)**a) Objet des subventions**

A travers des appels à propositions, des subventions à l'intention de la société civile auront pour objectif général d'amener les organisations de la société civile à proposer et mettre en œuvre des projets pouvant contribuer à la réalisation des résultats 1.1, 1.3, 2.1, et 2.2 de l'action. Les initiatives de la société civile soutenues devraient viser donc, entre autres, l'appui au développement de l'entrepreneuriat et du secteur privé intervenant dans le secteur de l'énergie, notamment dans l'énergie solaire hors-réseaux, la gestion des déchets électroniques provenant des équipements solaires et la production et distribution des foyers améliorés.

Des subventions de jumelage auront pour objectif général de soutenir la mise en œuvre des activités de recherche et d'innovation sur les foyers améliorés et efficace et les technologies de cuisson modernes, ainsi que les combustibles alternatifs et contribueront à la réalisation du résultat 2.3 de l'action.

b) Type de demandeurs visés

Pour les subventions à l'intention de la société civile, les demandeurs devraient être des personnes morales, n'avoir aucun but lucratif et être des organisations de la société civile constituée conformément à la législation en vigueur et être établis au Bénin ou dans un État membre de l'Union européenne.

Pour les subventions de jumelage, les demandeurs seront des administrations d'États membres de l'UE ou des organismes mandatés par celles-ci.

4.5. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
<i>Objective spécifique 1: Améliorer l'accès à l'électricité fiable, durable, abordable et moderne</i>	2 000 000	1 000 000
Gestion indirecte avec la GIZ		
<i>Objective spécifique 2: Améliorer l'accès aux foyers de cuisson modernes et plus efficaces</i>	2 000 000	
Gestion indirecte avec la GIZ		
Évaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	sera couvert par une autre décision/TCF	
Totaux	4 000 000	1 000 000 ⁶

4.6. Structure organisationnelle et responsabilités

Pour la coordination du programme, la Direction Générale des Ressources Énergétiques (DGRE) du Ministère de l'Énergie (ME) présidera un Comité de Suivi en charge du suivi et de la coordination entre le gouvernement du Bénin et la GIZ, en tant que chef de file d'EnDev Bénin. La délégation de l'UE au Bénin aura le rôle d'observateur dans le cadre du Comité de Suivi.

En tant que ministère de tutelle, le ME, à travers la DGRE, sera le principal partenaire institutionnel pour la mise en œuvre de l'action et jouera un rôle clé dans l'élaboration de la stratégie nationale de gestion des déchets et la coordination du centre d'innovation pour les foyers améliorés. L'Université d'Abomey-Calavi

⁶ La mise en œuvre du programme EnDev au Bénin bénéficie également de fonds à la hauteur de 6 100 000 EUR du financement de base du programme global EnDev. L'action est mise en œuvre en synergie avec les autres activités financées par ces fonds additionnels.

sera aussi associée dans la mise en place et l'opérationnalisation du centre d'innovation et de formation sur la cuisson propre.

L'Autorité de Régulation de l'Électricité (ARE) veille au respect du cadre légal et réglementaire dans le secteur de l'électricité, prépare et met en œuvre des réformes, y compris la politique et le plan tarifaire. L'ARE aura le rôle d'approuver les appels à manifestation d'intérêt pour les subventions de financement axé sur les résultats (Result-Based Financing – RBF) dédiées à l'énergie solaire et à veiller au respect des principes directeurs aux entreprises et droits de l'homme.

Les parties prenantes (les autorités locales, le secteur privé, la société civile, notamment des ONG et des associations actives dans le secteur de l'énergie au Bénin) seront consultées de manière régulière tout au long de la mise en œuvre de l'action, en fonction des possibilités et des besoins et toujours en respectant l'approche de développement du marché.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Au cours de la phase de démarrage du projet, le Comité de suivi procèdera à une confirmation du cadre logique annexée au présent document d'action, en fonction des évolutions intervenues dans le contexte de l'action. Le partenaire de mise en œuvre sera responsable d'affiner les indicateurs et d'établir les valeurs de référence comme indiqué dans le cadre logique en coopération avec la partie nationale et le secteur privé, le cas échéant. Les différentes parties prenantes du projet auront une participation active autant pour la collecte de données de base que pour l'évaluation régulière des indicateurs du cadre logique dans le cadre du Comité de suivi.

5.2. Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants contractée, soit par la Commission à travers une facilité de coopération (TCF) ou un contrat cadre, soit par le partenaire de mise en œuvre.

Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que l'action intègre des éléments innovants, tel que la première initiative de gestion de déchets électroniques provenant des systèmes d'énergie solaire au Bénin dans une dynamique d'économie circulaire et des activités de recherche et des tests des modèles modernes de foyers améliorés. L'évaluation tiendra compte des impacts sociaux par rapport aux droits de l'homme et la dimension genre.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre ou une facilité de coopération (TCF).

5.3. Audit and Vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATEGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.